

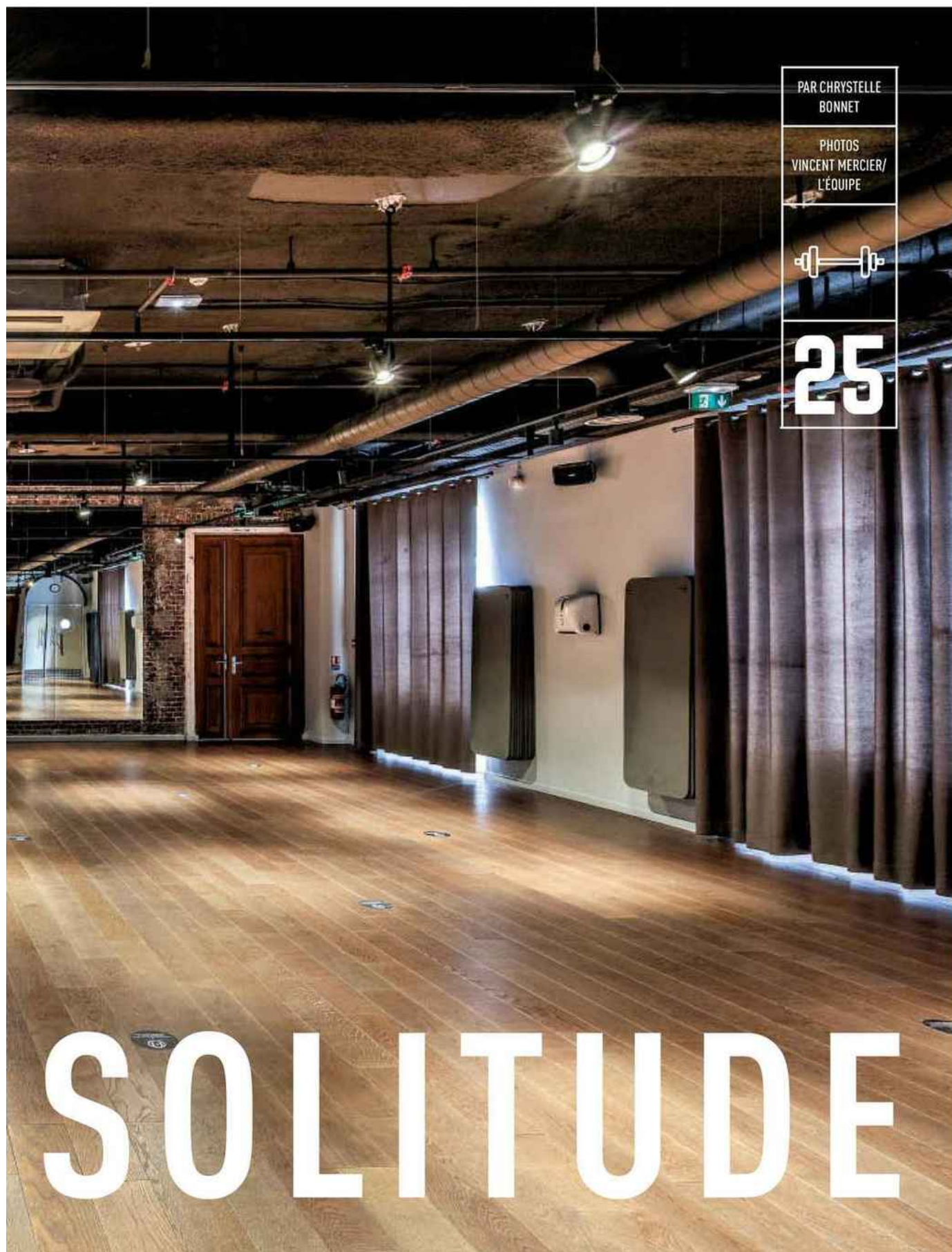


ENQUÊTE

Fermées neuf mois sur douze depuis le début de la crise sanitaire, les salles de sport se battent pour rester en vie. Entre la perte de clientèle et les dettes à rembourser, la réouverture possible mi-mai ne marquera pas la fin de la galère.



UN AN DE



PAR CHRYSTELLE
BONNET

PHOTOS
VINCENT MERCIER/
L'ÉQUIPE



25

SOLITUDE



Durant les interviews, il y a eu des voix qui se brisaient. Des « c'est dur », des « on n'en peut plus », des mots qui s'étranglaient et des silences. Pourtant, il y a un an, pendant le premier confinement, malgré la fermeture, tout le secteur des clubs de sport débordait d'énergie, se réinventait avec les cours virtuels, réfléchissait à des protocoles stricts de réouverture. On se levait la nuit pour regarder des webinars de patrons de salles ouvertes en Asie, on louchait vers les portiques permettant de prendre la température dans des clubs en Israël.

Un an plus tard, le secteur est à court d'argent, d'énergie, d'idées. « On a tenté tout ce qui était possible et imaginable, lâche, dépité, Christophe Andanson, président du groupe Planet Fitness, leader du marché professionnel et président du Syndicat national du fitness. On est des gens responsables, on sait qu'il y a un virus qui tue, mais on sait aussi que le sport permet justement de booster ses défenses immunitaires. Et on ne serait pas essentiel ? »

Christophe Barbereau est indépendant. Il a monté son complexe, Feelness, à la Ferté-Bernard, dans la Sarthe, il y a quatorze ans. Les 10 000 euros mensuels du fonds de solidarité passent dans le remboursement de son emprunt. Quand la sous-station de sa piscine, une grosse machine qui n'a pas supporté d'être à l'arrêt pendant six mois, a cassé, il a dû sortir les 12 000 euros de réparation de sa poche. Puis vendu 10 vélos de cycling. Et encore, lui n'a perdu « que » 25% de ses 649 clients. La plupart ont accepté de continuer à être prélevés. « Sinon, on coulait. Mais une entreprise n'est pas censée vivre d'aides et de l'argent qu'elle quémante à ses adhérents. »

Hyper fit dans son costume sombre et sa chemise blanche ajustés, Patrick Rizzo, 64 ans, l'un des pionniers du secteur du fitness en France, cofondateur de l'Usine, un complexe de salles premium parisiennes, s'avoue à bout. « Il y a deux jours, j'étais à la limite de dire : "Allez, ça va, j'arrête tout." J'en ai parfois les larmes qui montent. » Le soleil entre par les hautes fenêtres vitrées de l'Usine Saint-Lazare, construite à l'intérieur même de la gare. Immense, immensément vide, immensément silencieuse. Sous l'imposant lustre d'anneaux de gym, Patrick Rizzo a la gorge serrée. « On s'est démenés pendant des années et on est fauchés par une saloperie, c'est vraiment injuste... Excusez-moi... » Il inspire profondément. Son binôme, Patrick Joly (59 ans), l'écoute, regard fixé sur la table. « C'est quarante ans de boulot qui partent en fumée. On a pris des risques : à chaque fois qu'on a eu un euro de côté, on l'a investi dans ce p... de métier et à l'arrivée... »

« À l'arrivée, 2020 c'est 1 750 000 € de coûts et 107 000 € d'aide », calcule Patrick Joly. À l'arrivée, après trois mois de fermeture au printemps, rebelote à l'automne. 4 500 clubs, 70 000 salariés et un secteur en pleine progression, qui devait atteindre les 5 000 établissements en 2020, qui était passé de 3 à 6 millions de pratiquants en dix ans, de nouveau à l'arrêt. « On était encore en retard par rapport aux autres pays, mais le fitness commençait à devenir un art de vivre. Là, tout est à refaire », se désespère Christophe Andanson. Une réouverture progressive avait été envisagée fin avril. Avec

l'évolution des indicateurs sanitaires et la flambée de contaminations, elle a été repoussée à mi-mai.

Les salles de sport ont portes closes depuis le 26 septembre et cette phrase d'Olivier Véran, ministre de la Santé : « Ce sont des espaces confinés où le port du masque est impossible, voire à minima complexe, et qui sont, hélas, des lieux de contamination importante. » À l'appui, une étude américaine prouvant l'existence de clusters dans les salles de sport. Qui rend le milieu furieux. « Elle a été menée aux États-Unis en pleine flambée du virus, à une époque où il n'y avait aucune mesure sanitaire, s'insurge Virgile Caillet, délégué général de l'un des syndicats du secteur, l'Union sport et cycles. Elle est sortie dans un magazine scientifique en septembre et on s'est réfugié derrière pour dire "c'est dangereux, on ferme". »

Les salles tombent alors de haut. Depuis la réouverture, en juin 2020, elles suivaient un protocole strict : jauge, réservation informatique obligatoire permettant un tracking qui fait passer l'appli nationale StopCovid pour un aimable gadget, gel hydroalcoolique dans tous les coins, désinfection toute la journée, masque au repos et entre les cours, itinéraires balisés au sol pour éviter de se croiser, Plexiglas entre les machines voire prise de température. À l'Usine, tout ça a coûté 45 000 euros. Fitness Park est même allé chercher un virucide « très cher », un produit imperméabilisant projeté sur toutes les surfaces, qui détruit instantanément les fameuses gouttelettes contaminantes.

L'incompréhension a été d'autant plus forte qu'en France aucun cluster n'a été signalé. Pourtant, les médecins ont beaucoup répété que dans l'effort on respire plus fort, donc on exhale plus de gouttelettes contaminantes, avec les circonstances aggravantes de non-port du masque et d'espace clos, créant les conditions idéales à la transmission du virus. Certes. Mais les salles d'aujourd'hui n'ont plus grand-chose à voir avec les clapiers aux miroirs couverts de buée des années 1980. Des centaines de milliers d'euros sont désormais consacrés aux centrales de traitement d'air (500 000 par salle à l'Usine, 300 000 à Fitness Park), qui permettent un renouvellement total de l'air toutes les dix minutes.

« On a des interlocuteurs (*les pouvoirs publics*) qui ne sont pas capables de faire la différence entre nous et un vestiaire de foot, s'agace Patrick Rizzo. Ils ont pris les gens de ce milieu de haut, des gonzesses en fluo, des musclés en débardeur. Véronique, Davina et Hulk. Les gens qui nous dirigent sont restés sur "toutouyoutou", c'est à pleurer. On nous prend pour des charlots, on a une vision tellement réductrice de ce que nous sommes... » On nous raconte d'ailleurs que, lors d'une réunion, un membre d'un ministère a avoué : « Pour nous, les loisirs sportifs marchands (*l'offre de loisirs sportifs payante non attachée à une fédération*), c'est terra incognita. »

« FAIRE REVENIR LES GENS DANS LES SALLES, ÇA VA ÊTRE COMPLIQUÉ »

Christophe Barbereau, créateur du complexe Feelness



Sébastien Labault/Equipe



Maeï Fock-Si-Mui est l'une des élèves de la Coach athlete performance, l'organisme de formation de L'Usine Saint-Lazare. En pleine progression avant la crise sanitaire, le secteur compte 70 000 salariés.



« LE SPORT PERMET DE BOOSTER SES DÉFENSES IMMUNITAIRES. ET ON NE SERAIT PAS ESSENTIEL ? »

Christophe Andanson, président du groupe Planet Fitness

Alors, le milieu se sent stigmatisé, pense que le voyant « salles de sport danger » s'allume d'autant plus facilement que, dans un pays dont les habitants montraient du doigt les runners pendant le premier confinement, on sait que la mesure ne choquera pas l'opinion. Virgile Caillet insiste pourtant sur la baisse de moral d'adhérents qui ont d'autant plus besoin de pratiquer que la période est éprouvante. « Et puis on fait face à une forme de déshérence professionnelle. 85 % de nos salariés ont moins de 30 ans, ils ne savent plus où ils habitent ! La plupart n'ont même pas le droit de venir s'entraîner... Beaucoup de secteurs sont touchés, je le sais bien, mais je crois qu'on est le plus martyrisé. »

Alors les enseignes et leurs syndicats ont réclamé. Des aides – plus adaptées à un secteur dont, par exemple, les loyers sont très élevés, car les surfaces très importantes –, une réouverture territorialisée – « parce que la situation en Creuse et en Corse n'est pas la même que dans le Nord ou à Paris », explique Thierry Doll, président du syndicat France Active.

Tout le monde s'est battu. Dans des réunions, face aux différents ministères, du Budget, du Travail, des Sports, et surtout celui de la Santé, vite considéré comme citadelle imprenable. Quand il apprend qu'il s'y dit que le port du masque pendant l'effort pourrait être un « game changer » et permettre une réouverture fin mars, Christophe Andanson fait « des tests comme pas possible » sur 21 produits et en commercialise un. D'autres marques s'activent à créer des masques dédiés à la pratique du sport... Mais il n'y a pas eu de réouverture fin mars.

On se bat devant les tribunaux, aussi, en attaquant les arrêtés préfectoraux dans toute la France. À Rennes, les salles gagnent d'abord. Le juge note qu'il n'y a pas de clusters, que la fermeture n'est donc pas justifiée, les clubs n'étant pas des « lieux de propagation active » de l'épidémie. Jugement infirmé en cassation. Le 23 octobre, Michèle Kirry, alors préfète d'Ille-et-Vilaine, précise que désormais « l'interdiction des salles de sport fait aussi partie des mesures automatiques liées au couvre-feu ». On nous confie qu'à une avocate qui plaide la réouverture dans une autre grande ville, la partie adverse a glissé : « Faites ce que vous voulez, on vous fermera quand même. »

Mais à Paris, Rizzo et Joly ont continué à batailler et fini par prendre au pied de la lettre les petites lignes des décrets expliquant que « le public prioritaire », celui qui fait du sport sur prescription d'un médecin, peut être accueilli dans les salles : ils ouvrent leur club d'Opéra. « On s'est dit : "On va aller jusqu'au bout de notre logique : on a des coaches certifiés Activités physiques adaptées (APA), on va devenir un cen-

tre de soins santé." » Ils sont les premiers, d'autres leur emboîtent le pas (*lire page 32*).

On se bat à coups d'études, enfin. Celle de Fitness Park sur ses 14 000 adhérents – « validée par deux médecins et le cabinet de conseil en stratégie spécialisé dans la santé FSNB Health & Care », souligne le PDG du groupe, Philippe Herbet – démontre que « quel que soit le degré de fréquentation de la salle, le taux de positivité est identique à celui de la population générale à tranche d'âge et région équivalentes ». En octobre 2020, Sport et Cycle recense 207 cas sur 27 millions de passages entre le 1^{er} août et la fermeture. Puis EuropeActive, qui représente l'industrie du fitness en Europe, annonce que « les données recueillies par l'université King Juan Carlos et l'AWRC-Sheffield Hallam University révèlent un taux moyen d'infection qui s'élève à 0,78 pour 100 000, avec 487 cas positifs sur 62 millions de visites ». En face, Santé Publique France recense, au 5 octobre 2020, « 233 foyers de contamination en lien avec le milieu sportif, soit 6,95 % des clusters répertoriés depuis le début de la pandémie ». Précision : « La majorité des clusters est survenue dans les milieux du football, rugby, basket et handball. » Et l'étude ComCor de l'Institut Pasteur de mars 2021 annonce quant à elle que « la fréquentation des salles de sport en intérieur a été associée à un sur-risque à la limite de la significativité statistique ». « Ce qui est dangereux, c'est de ne pas





ROXANA MARACINEANU

« L'ÉTAT SERA LÀ TANT QUE LES SALLES EN AURONT BESOIN »

La ministre réaffirme que le sport ne doit plus être un problème mais une solution.

Le monde des salles de sport est durement touché par le Covid-19. Tous les membres du gouvernement en ont-ils conscience ?

Il fait en effet partie des secteurs les plus impactés. Je suis allée dans des salles, parfois avec Alain Griset, le ministre des PME, pour lui faire prendre la mesure du désespoir. On a installé le sujet dans le logiciel de gestion de crise économique du gouvernement. Mais c'est une crise compliquée. Tellement de personnes arrivent à l'hôpital qu'il n'y a pas assez de place pour tout le monde, il ne faut pas l'oublier.

Les professionnels ont parfois la sensation de discuter avec des gens qui ne les connaissent pas...

On a travaillé à ce que les branches qui sont moins dans le scope de Bercy puissent être mieux reconnues. C'est l'affinement de cette connaissance du secteur qui a permis l'évolution des mesures d'aides. On est en lien permanent pour prendre la température et vérifier si les mesures conviennent. La dernière, dite des coûts fixes, dans laquelle l'État prend en charge jusqu'à 90 % des coûts d'une salle, est une mesure spécifique au secteur. Mais on sait que ça ne résout rien, que tout ce qu'il veut, et moi aussi, c'est que le sport ne soit plus un problème mais une solution.

Dans l'immédiat, y a-t-il une lueur d'espoir ?

Le milieu a été très sérieux sur les protocoles de réouverture, nous l'avons fait valoir. Dès que ce sera possible, nous plaiderons donc pour une ouverture avec masque dédié. La pratique avec masque fera entrer les salles de sport dans la zone des activités essentielles.

Les professionnels disent qu'ils ont le sentiment d'avoir été sacrifiés sur une intuition scientifique. Qu'en est-il vraiment ?

Le premier argument de ceux qui ont été fermés est de dire qu'il n'y a pas eu de cluster chez eux. Sauf qu'il n'y a pas eu de tests. Quand on a commencé les tests systématiques dans le sport pro, j'ai été la première surprise de voir à quel point le virus circulait. Si on n'avait pas testé, on n'aurait pas vu puisque ce sont des jeunes sportifs asymptomatiques. Ce virus passe d'un individu à l'autre sans que l'on s'en rende compte jusqu'à ce que, au bout de la chaîne...

L'accompagnement après la réouverture est-il déjà prévu ?

Bien sûr. On sait qu'il y aura une progressivité dans la reprise, avec des questions de jauge et un travail de réassurance des publics. Des mesures d'aides sont en réflexion entre nos différents ministères. L'État sera là tant que les salles en auront besoin.



faire de sport. Ses bienfaits sur la santé ne sont plus à prouver. Non seulement on n'est pas le problème, mais on est une partie de la solution», tempête Philippe Herbette. « Je ne vois que le vaccin pour retrouver une activité normale », poursuit Céline Rémy-Wisselink, cofondatrice de la chaîne Neones, qui a d'ailleurs proposé de faire de sa quarantaine de salles des centres de vaccination. « On nous a dit que ce n'était pas nécessaire, qu'il n'y avait pas suffisamment de vaccins. »

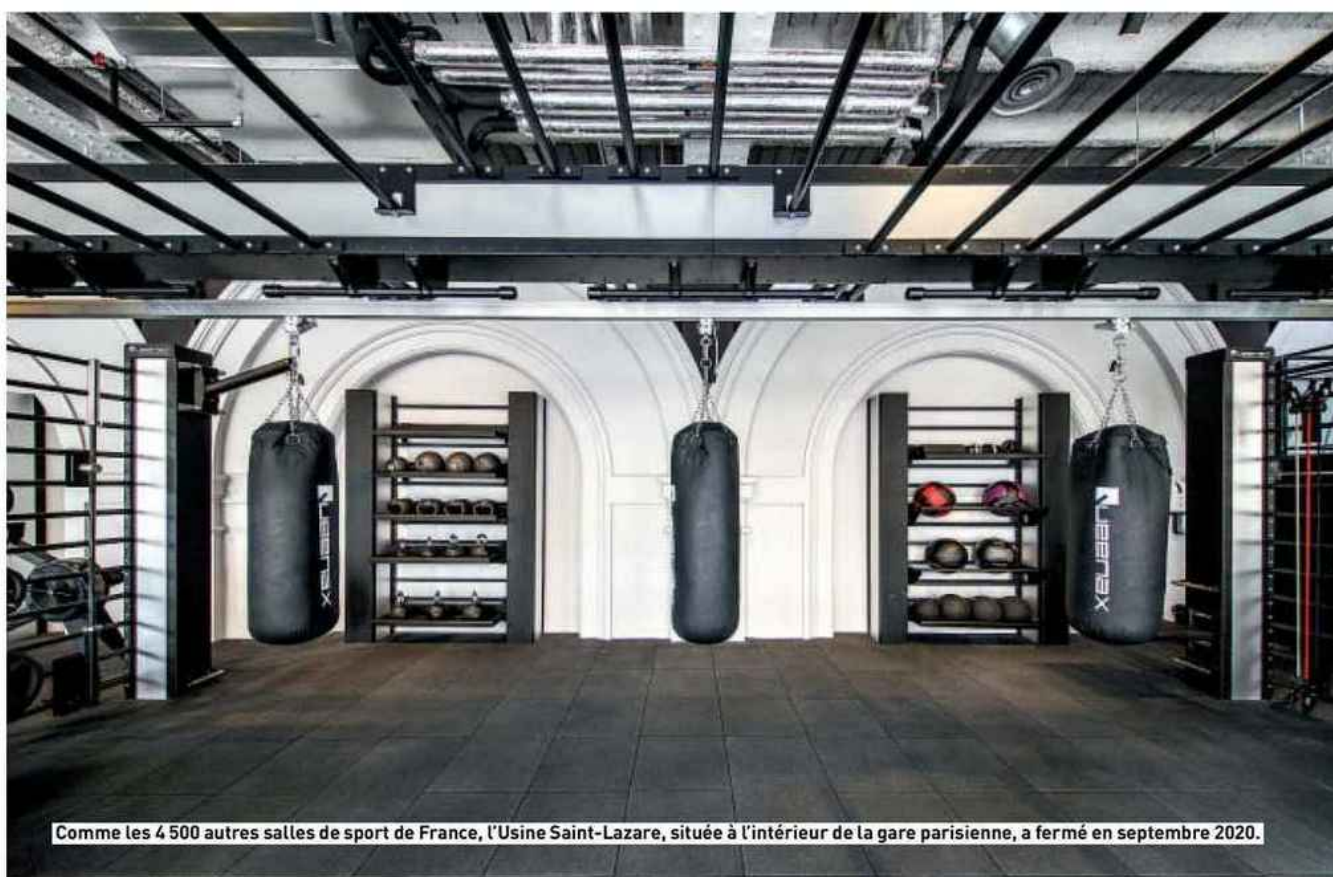
Le secteur perd espoir. C'est déjà fini pour 800 à 900 salles. Et le pire reste probablement à venir, il se murmure qu'un tiers pourrait ne pas passer l'été. « On est sous perfusions et on craint leur débranchement, image Thierry Doll, président de France Active. On a besoin d'un accompagnement à la reprise, sinon ça aura été comme arroser du sable. » Si les aides s'arrêtent en même temps que les charges reprennent, qu'il faut rembourser le prêt garanti par l'État, le tout avec une perte de clientèle, l'addition va être lourde.

Parce qu'un club de sport n'est pas un bar. Les salles ne seront pas pleines à craquer dès le premier jour de réouverture. Le secteur a perdu 30 à 60 % de ses abonnés. On estime entre douze et vingt-quatre mois le temps que mettront les clubs pour retrouver l'équilibre d'avant. Si les clients reviennent. « On explique aux gens depuis un an qu'ils n'ont pas besoin de salles pour faire du sport, pointe Christophe Barbereau. Je reste persuadé que bouger seul chez soi, ce n'est pas la vie. Mais ça va être compliqué de les faire revenir dans les salles. » D'autant qu'on ne mesure pas encore la profon-

deur des changements de mode de vie. Le télétravail risque d'impacter les salles de cœur de ville, celles que l'on choisit parce qu'elles sont à côté du bureau. Si on ne va plus dans les locaux de l'entreprise qu'une ou deux fois par semaine...

« À L'Usine, tous nos établissements sont au cœur du business, deux tiers de nos clients sont à côté de leur bureau. Si le télétravail devient permanent, ce sera perturbant pour notre modèle économique », détaille Patrick Joly. Ajoutons à cela qu'entendre le ministre de la Santé affirmer que faire du sport en salle, c'est dangereux, peut refroidir pour un petit moment. Tout comme s'entraîner avec des contraintes à gogo, le masque, les Plexiglas, les douches fermées... Déjà, en juin dernier, beaucoup de clubs avaient noté de la timidité les quinze premiers jours de réouverture. D'autant qu'avec les beaux jours et les vacances, juin, juillet et août sont structurellement des mois déficitaires pour les enseignes. Pas le top pour se relancer après une année 2020 avec 50 % de perte de chiffres d'affaires pour quasi tout le monde...

Alors le secteur espère. Des aides, une campagne de communication pour ramener les Français vers les clubs, une TVA à 5,5 %, peut-être – « comme les McDo », grince un patron. « On vit depuis un an dans un ascenseur émotionnel permanent, j'espère qu'on arrive au bout de ce cauchemar », souffle Virgile Caillet. Christophe Barbereau y croit. Sur la page Facebook de Feelness, la campagne « Préparez aujourd'hui votre reprise de demain » a commencé. « Parce que ceux qui n'ont rien fait depuis un an, ça va leur faire tout drôle ! » Training must go on. ● chrbonnet@lequipe.fr



Comme les 4 500 autres salles de sport de France, l'Usine Saint-Lazare, située à l'intérieur de la gare parisienne, a fermé en septembre 2020.